

LIVRES

Le pire de la valeur

Michel Husson

À propos du livre d'André Orléan,
L'Empire de la valeur, Éditions Le Seuil, 2001.

Le livre d'André Orléan, *L'Empire de la valeur* (Le Seuil, 2001) est ambitieux puisqu'il se propose ni plus ni moins de « refonder l'économie ». Ce projet a été accueilli par des comptes-rendus dithyrambiques de commentateurs sans doute fascinés par l'ampleur du défi. Sa stratégie est à double détente. Dans un premier temps, Orléan renvoie dos à dos les théories de la valeur marxiste et néo-classique qui commettraient une erreur commune, celle de chercher la substance de la valeur. Cette position est bien résumée dans son interview à *Libération* : « Ces deux réponses ont en commun de penser la valeur économique à partir d'une substance : dans un cas, le travail, dans l'autre, l'utilité. Le propre de ces substances est de pouvoir être calculées indépendamment des échanges. »

L'intérêt de cette citation compacte est de pointer d'emblée une erreur de fond : ni le travail chez Marx, ni l'utilité chez les néo-classiques, ne sont indépendants des échanges. Les préférences des consommateurs ne sont « révélées » chez les néo-classiques que par leurs comportements d'achats. Chez Marx, la quantité de travail dépensée doit correspondre à un besoin social et ne peut donc être validée que dans l'échange :

« Pour qu'une marchandise puisse être vendue à sa valeur de marché, c'est-à-dire proportionnellement au travail social nécessaire qu'elle contient, la masse totale du travail social utilisée pour la totalité de cette sorte de marchandise doit correspondre à l'importance du besoin social existant pour cette marchandise, c'est-à-dire du besoin social solvable^{1/}. »

La critique adressée par Orléan à la théorie néo-classique n'apporte pas grand-chose à une littérature abondante et introduit un biais consistant à insister sur son « *substantialisme* » alors que c'est plutôt son caractère subjectif et statique qui devrait être la cible. Mais ce biais est évidemment nécessaire pour symétriser les deux théories. La théorie marxiste est assez rapidement expédiée en guise d'exercice préalable. L'angle de la critique consiste à dire que Marx oscille « *entre deux conceptions antagoniques* » (p. 45) : la théorie de la valeur-travail d'un côté, la théorie du fétichisme de l'autre. La thèse essentielle d'Orléan est que : « *Son adhésion à la théorie de la valeur travail conduit Marx, malgré lui, à des positions qui sont en contradiction fla-*

^{1/} Karl Marx, *Le Capital*, Éditions sociales, t. 6, p. 207.

grante avec son approche sociale-historique des rapports marchands, en particulier sa critique du fétichisme. » (p. 44)

Cependant la démonstration est faussée dès le départ, parce qu'elle est menée dans un cadre qui n'est pas celui du capitalisme. En effet, Orléan précise d'emblée que « *la réflexion de ce livre porte exclusivement sur l'économie marchande et non sur le capitalisme. S'intéresser au capitalisme supposerait d'introduire, à côté de la séparation marchande, un autre rapport social, à savoir le rapport salarial. Il n'en sera rien.* » (p.23) Il y a là un véritable défi : discuter de la théorie marxiste de la valeur dans un cadre conceptuel qui n'est

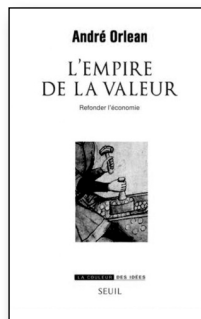
pas celui du capitalisme, et qui ignore le salariat ! En postulant que « *l'économie marchande s'impose comme le cadre conceptuel adéquat pour mettre au jour le rôle que joue la valeur dans la coordination des activités séparées* » (p. 24), Orléan commet un contresens et postule ce qu'il entend démontrer, à savoir que la théorie de la valeur-travail repose sur une vision a-historique où le travail se ramène à une dépense physiologique d'énergie. Sur ce point, il reprend à son compte l'analyse d'Isaak Roubine : « *La dépense physiologique d'énergie en tant que telle se retrouve à toutes les époques, et autant dire alors que cette énergie crée de la valeur à toutes les époques.* » C'est au fond cette lecture que l'auteur cherche à prêter à Marx, et c'est la raison pour laquelle il invite le

lecteur à « *admettre que la pensée de Marx est intrinsèquement déficiente* » (p. 49).

On retrouve là un débat classique entre la forme et la substance de la valeur. Il s'est développé notamment au cours des innombrables discussions sur la transformation des valeurs en prix, et plus particulièrement sur la théorisation du salaire.

On peut distinguer deux approches apparemment irréductibles. Selon la première, la valeur de la force de travail serait déterminée par le prix du panier de biens de consommation qui correspond au salaire. Mais il s'agirait là d'une déviation économiste, tombant dans l'erreur substantialiste. Elle conduirait à oublier toute approche critique du rapport d'exploitation comme rapport social et à sombrer dans une forme de fétichisme marchand. L'autre position consisterait à déterminer le taux de plus-value comme l'expression d'un rapport social fondamental entre le capital et le travail. Cette approche serait la seule qui permettrait d'aller à la racine de la forme valeur.

André Orléan ne fait pas référence à ce débat qui se déroule dans le champ du marxisme. Mais il commet un contresens analogue en ne comprenant pas que Marx articule de manière réellement dialectique, c'est-à-dire comme une unité indissociable, la forme et la mesure de la valeur. L'apparente contradiction est d'ailleurs assez simple à surmonter en ce qui concerne la valeur de la force de tra-



LIVRES

vail : à un moment donné, celle-ci est déterminée par la valeur des marchandises nécessaires à sa reproduction. C'est cette clé qui permet par exemple de comprendre pourquoi les capitalistes, pris dans leur ensemble, ont intérêt à l'importation de biens de consommation à bas prix car il s'agit là d'un moyen efficace d'avilir la force de travail. D'un point de vue analytique, il est donc possible de définir le salaire à partir d'un panier de biens, et les luttes syndicales menées en faveur d'une indexation du salaire sur l'inflation montrent que cette représentation admet un fondement concret.

En revanche, la manière dont cette « norme salariale » évolue n'obéit à aucune loi économique de formation de ce « prix » très particulier, comparable à celle qui régit les prix des autres marchandises. Sa détermination est effectivement le produit des luttes de classes, et on peut distinguer deux configurations polaires, selon que cette norme tend à rester constante ou au contraire à suivre les progrès de la productivité sociale du travail. On voit sur cet exemple se dessiner une véritable ligne de partage des théorisations marxistes, selon qu'elles s'enferment ou non dans une logique d'équilibre indûment importée de l'économie dominante. L'opposition simpliste – « panier de biens » *versus* clé de répartition du produit social – n'a de sens que dans un cadre d'analyse statique : dès que l'on choisit de se situer dans une logique dynamique, autrement dit de penser l'accumulation et la reproduction du capital, cette dichotomie disparaît.

Pour arriver à établir une symétrie entre les théories marxiste et néoclassique, Orléan doit évidemment aplatir la première, et commet un nouveau contresens. Tout se passe comme si, pour lui, la seule question posée par la théorie de la valeur était de savoir ce qui détermine le prix d'une marchandise. Il rabat l'approche de Marx sur celle de Ricardo, de telle sorte qu'elle puisse se résumer à cette proposition : la valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail incorporé. Certes, Orléan insiste sur le fait que « *la valeur est essentiellement un concept global* » (p. 38) mais cela se ramène pour lui à cette banalité : « *On ne peut déterminer la valeur d'un bien particulier qu'en connaissant la valeur de tous les autres biens.* » (p. 37) Sur ce point d'ailleurs, la théorie néo-classique rendrait mieux compte de la complexité de ces interdépendances, puisqu'elle prendrait en compte les effets de revenu : « *Ainsi, la valeur des chaussures dépend-elle de la valeur de la viande parce que l'augmentation de la valeur de la viande accroît le revenu des bouchers et que les bouchers achètent des chaussures*^{2/}. » (p. 40-41)

Mais tout cela n'a aucun rapport avec un « concept global ». La question que pose Marx, à travers la loi de la valeur, c'est au fond cette question : pourquoi y a-t-il du profit ? Sa réponse à cette question fonctionne en deux temps :

^{2/} Les choses sont encore plus compliquées, puisque le prix du cuir (dont sont faites les chaussures) pourrait bien augmenter avec le prix de la viande.

1) il faut, en toute généralité, qu'il existe un surplus, autrement dit que la société considérée dans son ensemble (voici le « concept global ») produise plus de biens et services que ceux que consomment les travailleurs qui les produisent et :

2) que les rapports sociaux capitalistes valident l'appropriation de ce surplus sous forme de profit par la classe des propriétaires des moyens de production.

Cette réponse combine, si l'on veut, la substance et la forme valeur. La « substance » est présente : le profit est conditionné par l'existence d'un surtravail, qui est la différence entre le volume de travail social et le travail nécessaire, et cela se mesure en temps de travail social. Concrètement, une partie des salariés travaille, par exemple, pour produire les yachts des milliardaires. Les rapports sociaux capitalistes assurent la captation du surtravail par la classe des possédants et c'est la forme valeur qui permet cette appropriation, tout en obscurcissant la réalité de ces rapports. Comme le dit Marx, cité d'ailleurs par Orléan : « *La forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à faire avec leur nature physique. C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles*^{3/}. »

Il n'est pas illégitime de confronter les théories aux faits et d'évaluer leur

capacité interprétative. La théorie marxiste de la valeur permet de comprendre ce qui est à la racine de la crise, en interprétant les actifs financiers comme autant de droits de tirage sur la plus-value. La crise fonctionne comme un rappel de la loi de la valeur, en dévalorisant ce « capital fictif » lorsque ses prétentions excèdent la taille du surplus. La finance est un instrument de captation de la valeur produite, mais elle n'est pas une source autonome de création de valeur. Bref, on ne peut capter de la plus-value au-delà de celle qui a été produite par les travailleurs. Mais, encore une fois, cette théorie suppose une forme de « substantialisme » en ce sens qu'elle ne fonctionne que si, à un moment donné, la plus-value est une grandeur prédéterminée.

Le fondateur de l'économie a proposé sa propre lecture de la crise dans un opuscule publié en 2009. Il y insiste sur « *le rôle pervers de la concurrence financière, son incapacité à produire les contre-forces qui feraient en sorte que les déséquilibres soient combattus à temps. Ce que nous avons appelé l'instabilité de la finance de marché* » (p. 99). Il oppose cette interprétation à celle qui insiste sur l'opacité des produits structurés. Selon lui, les bulles financières auraient pu se produire en leur absence, comme ce fut déjà le cas durant la bulle Internet : « *Des titres subprime parfaitement transparents auraient pu faire l'objet d'une bulle haussière.* » (p. 100) C'est manifestement faux : les banquiers n'auraient jamais accordé de prêts aux *Ninja*^{4/} s'ils n'avaient pas eu la possibilité de se débarrasser de leurs

^{3/} Karl Marx, *Le Capital*, livre I, sections I à IV, Paris, Flammarion, 1985., p. 69.

^{4/} NINJA : No Income, No Job, no Asset (pas de revenu, pas d'emploi, pas de patrimoine)

LIVRES

créances grâce aux produits structurés. L'essentiel n'est d'ailleurs pas là mais dans le fait que la théorie d'Orléan peut à la rigueur expliquer les bulles financières par le mimétisme des intervenants, sans produire une véritable théorie de la crise.

Cette référence à la crise financière permet de mettre le doigt sur l'un des aspects essentiels du livre d'Orléan : il consiste à étendre à l'ensemble des prix (ce qu'il appelle valeur) le comportement erratique d'un prix très particulier, celui des actifs financiers. Le meilleur moyen d'illustrer ce retournement est de se reporter à son interview dans *Libération* (3/4 décembre 2011). Le journaliste lui demande de confirmer qu'il conteste « l'idée de valeur objective ». Sa réponse est éclairante : « *Oui. Pourquoi ne peut-il y avoir de valeur objective ? Parce qu'un titre financier est un droit sur des revenus futurs et qu'en conséquence, sa rentabilité dépend d'événements à venir dont nous ne connaissons pas aujourd'hui le résultat* ». Mais ce qui est vrai, dans certaines conditions, pour les titres financiers, ne peut absolument pas être étendu à l'ensemble des prix.

L'ambition initiale – refonder l'économie – n'est donc pas tenue. Tout le livre va au contraire en sens inverse de ce qui devrait guider aujourd'hui tout projet critique, à la lumière de la crise : retrouver sous les dérives financières le socle des rapports sociaux capitalistes. Et cette appréciation n'est pas celle d'un marxiste outré par le crime de lèse-majesté commis contre Marx. Le livre de Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler,

Capital as Power, contient lui aussi une critique très sévère de la théorie marxiste, qui, sur certains points, converge avec celle d'Orléan. Mais, outre le fait que le livre propose des éléments précieux de lecture de la crise, cette critique, même si elle est contestable, a le mérite de pointer cette dimension très contemporaine : le capital comme « pouvoir de s'approprier du travail non payé^{5/} ».

RÉFÉRENCES

- Friedrich Engels, Préface au livre III du *Capital* de Karl Marx, 1894, digamo.free.fr
 Jonathan Nitzan, Shimshon Bichler, *Capital as Power. A Study of Order and Creorder*, Routledge, 2009, bnarchives.yorku.ca.
 André Orléan, *De l'euphorie à la panique : penser la crise financière*, Éditions rue d'Ulm, 2009, gesd.free.fr ; *L'Empire de la valeur*, Le Seuil, 2001, pinguet.free.fr ; « Le futur n'est pas objectif », *Libération*, 3/4 décembre 2001, gesd.free.fr.
 Isaak Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, Syllepse, 2009.

^{5/} Pour reprendre une formule d'Engels dans son introduction au livre III du *Capital*.

COLLECTIF

Paroles de syndicalistes en lutte à Marseille

Editions Arbre bleu

Un livre à saluer. D'abord parce qu'il fait figure d'exception dans un paysage éditorial dénudé tant ce formidable mouvement social a jusqu'ici donné lieu à peu d'analyses. Mais surtout par les choix qui ont guidé ses maîtres d'œuvre, que concentrent le titre et chacun de ses mots. *En lutte*, la mobilisation de l'automne 2010 donc. *Marseille*, l'épicentre des grands mouvements sociaux de ces dernières années, ses manifestations monstres, une convergence sans équivalent entre les travailleurs des raffineries, du port, les marins, les employés communaux et territoriaux, les «tatas» des cantines scolaires, les cheminots et traminots, les salariés de la santé... Syndicalistes, puisqu'on fait connaissance avec une trentaine de responsables syndicaux de ces divers secteurs, dans la diversité de leurs appartenances, représentatifs de ce qui fait le tissu vivant du syndicalisme de terrain.

Paroles, oui, de ces acteurs de la mobilisation, qui en toute liberté et avec beaucoup de sérieux, reviennent sur cette lutte. Leurs réflexions font le cœur de l'ouvrage, que complètent une présentation générale de Gérard Perrier et une postface de Stéphane Sirof, ainsi qu'un débat entre Maryse Dumas et Claude Debons, et deux

interventions de Sophie Bérout et Jean-Marie Pernot, qui ont eu lieu lors de deux colloques tenus à Marseille. Comme en une longue conversation à voix multiples, se juxtaposent toutes les réflexions qu'appelle ce grand mouvement. Son échec, sans démolition, qui invite à revenir sur ce que fut la combativité qui le porta, et aussi ses limites. Le rôle de l'Inter-syndicale, direction incontestée du mouvement, qui amène à souligner l'importance décisive de l'unité, mais aussi certaines contradictions compte tenu des désaccords existants entre les différentes centrales. Ainsi que l'épineuse question de l'affrontement directement politique, voulu par le pouvoir et esquivé par les directions syndicales. Ce qui ouvre à une



réflexion plus générale sur les rapports entre syndicalisme et politique, aux rôles attendus des syndicats et des partis.

Autant de question de longue portée, qui font que ce livre ne se borne pas à dresser un bilan du mouvement, mais fournit des éléments pour une réflexion plus générale et d'avenir.

Francis Sitel

LIVRES

LUCÉ FABER

**Est-ce ainsi que
les hommes vivent ?
Cahier de doléances
contemporain(*)**

*Co-édition eXcès/
Les Prairies ordinaires*

Doléances, quel mot plein de dignité ! Il dit d'une même voix la peine et la colère, en lui résonne le malheur et gronde la révolte. Plutôt que revendication, il est plainte, mot lui-même ambivalent. Et l'histoire révolutionnaire nous a appris où elle peut mener la parole populaire lorsqu'elle se met en mots, remplit des cahiers, se fait parole démocratique.... C'est donc une fort belle idée d'avoir engagé cette aventure d'un *cahier de doléances contemporain*. Avec le soutien de l'Université populaire du 18^e arrondissement de Paris, au gré de déplacements, au rythme des rencontres et des écoutes, voici un « recueil aléatoire » de multiples propos, anonymes, qui disent « la cruauté du temps présent ».

Incredible richesse ! Des émotions, des indignations, des exigences... Et des idées, tant d'idées sur ce qui devrait cesser, et quant à ce qu'il faudrait instaurer. Des confidences et des réflexions qui sont autant d'éclats de vérité. Sur la grève (« C'est quand la victoire nous rend ivres que c'est bien. En 1995, on a fait une grande fête à la fin, et on était tous ivres car on ne savait pas quand on pourrait recommencer. Moi je pense que c'est le moment », page 41) sur le travail

(« Tout ça pour dire que c'est dans le travail que beaucoup se joue de notre société en général. Ça a été pensé scientifiquement dans les entreprises, cette façon de casser toute perspective collective », page 56), sur la société (« J'aimerais bien qu'à un moment, les citoyens puissent dire dans quelle société ils désirent vivre », page 54), ou comment en quelques mots dire l'essentiel sur la culture « L'entertainment remplace trop souvent l'étonnement », page 70).


Comme il est dit en post-scriptum du livre, ils sont 99% de nous tous, sans doute disent-ils, liant en un bouquet mots neufs et *mots anciens*, 99% de ce qu'il convient d'affirmer pour faire politique.

Une parole qui murmure et parfois explose, telle une lave, encore discrète, mais brûlante, qui monte en puissance. Un livre modeste et sincère, lancé comme un « radeau d'émancipation »...

Francis Sitel



* Après le livre et le site « tambour des doléances », le recueil des doléances se poursuit, avec de très courts films, sur un site participatif accueilli par Mediapart.

<h1>ZONES</h1>	
En librairie le 23 février 2012	
<h2>LE CAPITALISME EN DIX LEÇONS</h2> <p>PETIT COURS ILLUSTRÉ D'ÉCONOMIE HÉTÉRODOXE</p> <p>MICHEL HUSSON ILLUSTRE PAR CHARB</p>	
<p><i>Michel Husson est un économiste critique, membre du conseil scientifique d'Attac. Il a notamment publié Les casseurs de l'État social (La Découverte, 2003) et Un pur capitalisme (Page Deux, 2008). Charb, dessinateur, directeur de publication de Charlie Hebdo, a notamment illustré, de Daniel Bensaid, Marx, mode d'emploi (Zones, 2009).</i></p>	
ZONES – 256 pages – 16,00 €	

<h1>SYLLEPSE</h1> <p>EDITIONS</p>		
Une collection animée par Antoine Artous		
<h2>Les Cahiers de l'émancipation</h2>		
<p>Pistes pour un anticapitalisme vert Vincent Gay (coord.)</p>	<p>Race et capitalisme Félix Boggio Éwanjé-Épée & Stella Magliani-Belkacem (coord.)</p>	<p>Syndicalisme : état des lieux Dominique Mezzi (coord.)</p>
<p>Féminisme au pluriel Pauline Debenest, Vincent Gay, Gabriel Girard (coord.)</p>	<p>La gauche radicale dans le Sud-Est asiatique Pierre Rousset (coord.)</p>	<p>Pour une école émancipatrice Nicolas Bèniès (coord.)</p>
<p>Pour le droit à l'emploi Antoine Artous (coord.)</p>	<p>Amérique latine : émancipations en construction Franck Gaudichaud (coord.)</p>	